

NAIROBI , 11 oct (IPS) - Mary K. aimait à étudier et voulait devenir comptable. Cependant, quand elle avait 16 ans et était en classe de cinquième, son père l'avait forcée à abandonner l'école pour épouser un homme de 50 ans qui lui avait payé 60 vaches. Mary avait supplié son père de la maintenir à l'école. Mais son père était inflexible. "Il a dit que c'est une perte d'argent que d'éduquer une fille et que les filles naissent afin que les gens puissent manger", m'a déclaré Mary en 2012, lors de ma visite au Soudan du Sud pour interviewer les filles et les femmes sur les enfants et les mariages forcés. "Il a indiqué que le mariage, pas l'éducation, m'apportera du respect dans la communauté".

Récemment, j'ai assisté à la conférence régionale africaine de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) au-delà de 2014 à Addis-Abeba, en Ethiopie. Cette rencontre a été organisée pour examiner les progrès, les lacunes et les défis à la réalisation du plan d'action sur 20 ans pour le développement des droits humains depuis la conférence décisive de la CIPD en 1994. Lors de cette première conférence au Caire, 179 gouvernements se sont engagés à assurer un développement fondé sur les droits humains.

C'était encourageant d'entendre les délégués du gouvernement du Soudan du Sud parler de l'importance de promouvoir l'accès des filles à l'éducation dans l'agenda de développement post-2015, et de l'engagement de leur gouvernement à assurer que toutes les filles du Soudan du Sud aillent à l'école. En effet, le président Salva Kiir a réitéré ce message plusieurs fois.

A son actif, le gouvernement du Soudan du Sud a identifié l'éducation comme une priorité dans son plan de développement. Il a pris diverses mesures politiques et programmatiques depuis qu'il a obtenu son autonomie à l'égard du Soudan en 2005 et son indépendance en 2011 pour accroître la scolarisation, y compris la promotion des droits des filles à l'éducation.

La Loi 2008 sur les enfants et la Constitution de transition prévoient le droit à un enseignement primaire gratuit et obligatoire. La Loi sur les enfants aussi stipule explicitement qu'aucune fille ne peut être expulsée de l'école à cause d'une grossesse et que les jeunes mères doivent être autorisées à poursuivre leurs études.

Le Soudan du Sud dispose d'un Système d'éducation alternatif qui offre aux gens qui n'ont pas eu accès à l'éducation formelle, y compris les filles enceintes et mères, la possibilité d'aller à l'école. En 2011, près de 70.000 filles et femmes sont allées à l'école dans le cadre de ce programme.

Malgré ces efforts, la fourniture d'une éducation de qualité au Soudan du Sud n'est pas une tâche facile. Les statistiques gouvernementales pour 2011 montrent que seulement 39 pour cent des élèves du primaire et 30 pour cent des élèves du secondaire sont des filles. Le nouveau pays est confronté à d'importants problèmes humanitaires et de développement, et l'éducation n'est pas une exception.

Comme conséquence de plusieurs décennies de guerre civile, beaucoup d'adultes et d'enfants au Soudan du Sud ne sont pas allés à l'école. L'insécurité et les conflits internes continuent de

perturber l'éducation. L'infrastructure scolaire est sous-développée, et le pays dispose de peu d'enseignants formés.

Pour des filles comme Mary, ces problèmes sont souvent aggravés par le mariage des enfants. Selon les statistiques gouvernementales, près de la moitié - 48 pour cent - des filles sud-soudanaises âgées de 15 à 19 ans sont mariées, avec certaines qui se marient à l'âge de 12 ans. Beaucoup de filles au Soudan du Sud ne vont pas du tout à l'école ou ne terminent pas leurs études puisqu'elles sont mariées par leur famille pour un certain nombre de raisons - y compris l'obtention de vaches, d'argent et d'autres cadeaux.

La plupart des filles et femmes que j'ai interrogées m'ont dit que leur rêve de poursuivre leurs études pour devenir comptables, enseignantes ou médecins a été brisé lorsqu'elles se sont mariées. Malgré les initiatives du gouvernement, la plupart de celles qui avaient été à l'école ont abandonné après trois à cinq années au primaire – lorsqu'elles étaient à peine alphabétisées. Celles qui ont abandonné m'ont dit qu'elles avaient du mal à continuer après le mariage à cause des contraintes financières, des travaux domestiques, la grossesse et des normes sociales qui considèrent le mariage et la scolarisation comme contradictoires.

Comme le Soudan du Sud célèbre le 11 octobre la deuxième Journée internationale de la petite fille - dont le thème est "Innover pour l'éducation des filles" - avec le reste du monde, il devrait reconnaître que le renforcement de l'accès des filles à l'éducation exige des mesures positives pour freiner le mariage des enfants.

Cela devrait inclure l'application des lois existantes sur le mariage des enfants, ainsi que le développement et la réalisation des programmes globaux qui s'attaquent aux causes profondes du mariage des enfants. Le Soudan du Sud a besoin d'un plan d'action national sur le mariage des enfants afin d'assurer une réponse coordonnée et efficace.

Une occasion manquée pour l'éducation fait mal non seulement aux filles forcées de se marier tôt, mais a également des répercussions profondes et durables pour leurs enfants et leurs communautés.

* Agnes Odhiambo est la chercheuse en Afrique sur les droits des femmes à 'Human Rights Watch'. (FIN/2013)